

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'occasion de la réception des Lettres de créance de M. Lazare Nzorubara, ambassadeur du Burundi, Paris, Palais de l'Élysée, jeudi 29 octobre 1981

Monsieur l'ambassadeur,

- C'est avec un grand plaisir que je reçois aujourd'hui les Lettres de créance par lesquelles Son Excellence le colonel Jean-Baptiste BAGAZA vous accrédite en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Burundi en France.

- Permettez-moi tout d'abord de vous dire, monsieur l'ambassadeur, combien j'ai été sensible aux sentiments chaleureux d'amitié que vous venez d'exprimer à l'égard de la France et à mon endroit. Je sais que vous connaissez bien notre pays pour y avoir séjourné quelques années comme étudiant et je suis persuadé que vous trouverez ici l'ambiance amicale que vous avez vécue au-cours de vos années d'études.

- La France et le Burundi sont liés, depuis près de vingt ans, par une solide et profonde amitié et, comme vous le rappeliez dans votre allocution, nos -rapports bilatéraux sont marqués à la fois par une grande vitalité et une parfaite harmonie. Nos deux pays ont, en effet, au-delà du privilège de partager une même communauté de langue ainsi que de nombreux liens culturels - et je sais à ce propos, tout l'attachement que le Burundi porte à la francophonie - une commune adhésion aux idéaux de progrès et la même foi dans l'avenir. Ils se sentent l'un et l'autre responsables de l'avènement d'un monde plus juste parce que plus solidaire. Bref, une même démarche axée sur les mêmes principes et les mêmes objectifs confère à nos relations un esprit de réelle fraternité. Monsieur l'ambassadeur, mon voeu est de voir cette solidarité se renforcer et se développer.\

Cette évolution n'est pas seulement souhaitable. Je la crois maintenant possible, au moment où la France a choisi de donner aux relations qu'elle veut poursuivre avec ses amis africains un cours nouveau. Nos motivations dans ce domaine sont simples et claires : la contribution de la France au développement du tiers monde, et singulièrement de l'Afrique, doit se faire en tenant compte des aspirations de nos partenaires. Notre coopération avec le Burundi sera placée tout naturellement dans ce contexte et ne pourra, de ce fait, que s'épanouir et se développer.

- Vous venez d'évoquer, monsieur l'ambassadeur, avec beaucoup de courage et de dignité la situation économique de votre pays et les grandes difficultés qu'il affronte pour son développement. La France a parfaitement conscience de vos problèmes et des obstacles au progrès que constituent l'enclavement géographique du Burundi, la croissance relativement élevée de votre population, l'absence de richesses minières dans votre sous-sol. C'est pourquoi nous soutiendrons vos efforts. L'action entreprise par les dirigeants et le peuple burundais, non sans succès, pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire, me paraît être un pas dans la bonne direction.\

La coopération étroite et confiante qui s'est engagée entre nos deux pays et qui, je le note avec satisfaction, a doublé de volume au-cours des deux dernières années, ne constitue qu'un volet de la contribution que la France apporte à votre développement. En effet, notre soutien ne s'exprime pas seulement sur-le-plan de la coopération bilatérale. Vous n'ignorez certainement pas la contribution de la France à l'aide consentie à votre pays par la CEE dans-le-cadre du Vème FED

`Fonds européen de développement` . Celle-ci doit consacrer au Burundi 80 M. ECU environ, dont le quart est à la charge de la France. Vous savez aussi le -prix que nous attachons à ce que les nations industrielles les plus favorisées consentent un effort spécial en faveur des pays dits les moins avancés. Aussi, la France a-t-elle cherché, lors de la Conférence qui s'est tenue à Paris au début de septembre dernier, à orienter les efforts de la communauté internationale vers des réalisations concrètes qui permettront aux PMA d'accéder plus rapidement au développement de leur choix. Bien plus, les décisions prises concernant le suivi de cette conférence nous paraissent conformes aux objectifs que mon pays s'est donnés.

- Mais c'est certainement dans-le-cadre encore plus large d'une redéfinition des -rapports Nord-Sud que résidera la solution des problèmes les plus aigus auxquels sont confrontés les pays du sud. Comme la France ne cesse de le répéter, c'est par le biais de l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial que ceux qui sont les plus faibles pourront se doter d'une économie viable et contribuer, par là même, à la relance et au progrès de l'économie mondiale.\

J'aurai, monsieur l'ambassadeur, l'occasion d'évoquer bientôt tous ces problèmes et de livrer mes impressions sur les travaux de la Conférence de CANCUN au Président BAGAZA dont la venue à Paris, à l'occasion de la réunion des Chefs d'Etat de France et d'Afrique, me réjouit puisque nous aurons alors la possibilité de faire connaissance et de nous entretenir en tête à tête.

- Je formule mes vœux de succès pour la haute mission qui vous est confiée et qui, j'en suis persuadé, contribuera au renforcement de l'amitié et de la coopération franco - burundaise. Vous pouvez être assuré que vous trouverez toujours auprès de moi-même et du Gouvernement français tout l'appui et tous les -concours nécessaires à l'accomplissement de votre nouvelle mission.\